LES RESEAUX DE RENSEIGNEMENTS FRANCO-POLONAIS

1940-1944

© L'Harmattan, 2005
ISBN : 2-7475-8157-8
EAN : 9782747581578

JEAN MEDRALA

LES RESEAUX DE RENSEIGNEMENTS FRANCO-POLONAIS

1940 - 1944

Réseau F, Marine, Famille – Interallié, Réseau F2, Etoile, PSW – Afrique, Enigma – Equipe300, Suisse 3

L'Harmattan
5-7,rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

En couverture : 1941, les trois alliés en Ecosse entourés par des officiers britanniques, le général Sikorski, le Premier britannique Winston Churchill et le général de Gaulle. (*Avec l'aimable autorisation du Polish Institute and Sikorski Museum de Londres, janvier 2004).*

En hommage à ces milliers de femmes et d'hommes qui,
à partir de juillet 1940, s'engagèrent dans le Réseau F2,
pour continuer la lutte contre l'occupant.

Ku czci tych tysiecy kobiet i mezczyzn, ktorzy od lipca 1940 r.
zaangazowali sie w ruch oporu F2, aby kontynuowac
walke przeciwko zaborcy[1].

[1]. Les lecteurs polonais voudront bien excuser l'absence des signes diacritiques en usage dans l'orthographe des mots polonais.

Préambule

L'Histoire de la Pologne est un long combat pour l'indépendance et la Liberté. Son Histoire est étroitement liée à celle de la France. Après le conflit le plus meurtrier qu'ait jamais connu le monde de 1939 à 1945, aucun récit d'ensemble n'avait été fait des combats de la Résistance Polonaise en France. Dès le début de l'oppression nazie en 1939-1940 les Polonais et les Français ont été étroitement associés dans leur lutte.

C'est leur histoire que nous découvrons ici. Pour nous la faire connaître, Jean Medrala a réalisé un travail de bénédictin, il a rassemblé les pièces éparses d'un vaste puzzle où des centaines d'acteurs ont inscrit leur nom et leur destin dans le récit de cette résistance commune. Ce qui fait l'originalité de l'ouvrage c'est la révélation, preuves à l'appui, que les réseaux de renseignements Polonais furent les premiers à fonctionner après l'invasion ennemie de la France. Parmi les grands réseaux qui rassemblèrent les combattants de la liberté – C.N.D., Alliance, OCM – Centurie, notamment – le réseau F2 et sa nébuleuse, (les six réseaux qui lui étaient associés) fut le plus important par le nombre des résistants engagés et en tout les cas le premier en date. Avant même, que les premiers agents de la France Libre envoyés par le Général de Gaulle et ceux du S.O.E. britannique n'arrivent en France une première liaison radio de la Résistance polonaise en France avait été établie, le 22 août 1940 depuis Toulouse, le 15 septembre 1940 depuis Marseille. Ce rappel situe l'importance du Réseau F2 initié par les Polonais. Dès la fin de l'année 1940 le réseau comptait déjà 162 résistants dont 95 Français ; il en comptera plus de 2.500 homologués fin 1944, après la libération.

On sait quel fut le rôle déterminant de la radio dans la Résistance. Une véritable mythologie s'est cristallisée sur ce sujet, elle porte le plus souvent sur les messages ; on oublie de parler des opérateurs eux-mêmes et du matériel dont ils disposaient à l'époque. Les premiers équipements utilisés par la Résistance étaient lourds, encombrants et de manipulation difficile. Ce sont des postes miniatures construits par des Polonais, de dimensions et de poids réduits qui vinrent rapidement les remplacer. Le fameux colonel REMY qui fut le fondateur et le chef du réseau CND « Confrérie Notre Dame » a pu dire en toute connaissance de cause qu'un

opérateur radio ne « durait » pas plus de trois ou quatre mois avant d'être arrêté. Parmi ces « soutiers de la gloire », héros inconnus bien souvent, beaucoup ont appartenu au réseau Franco-Polonais.

Dans ce type de combat clandestin les Polonais étaient passés maîtres. Ils avaient deux atouts en mains : la connaissance des codes secrets allemands, que des mathématiciens polonais hors pairs avaient réussi à décrypter. Ils disposaient aussi d'opérateurs radio, professionnels très exercés.

C'est grâce pour une grande part aux machines à déchiffrer « ENIGMA » que la bataille de l'Atlantique, pendant laquelle de 1940 à 1943 des milliers de tonnes de navires furent coulés, a été gagnée par les Alliés. « Dans ce combat mortel le dernier bastion du monde libre a tenu grâce aux renseignements de la Résistance » (Winston Churchill). L'expérience des officiers du Chiffre Polonais a été précieuse pour former les opérateurs radio et pour assurer les liaisons clandestines. Parmi toutes les contributions héroïques des Polonais – combat des maquis en France et combat de la Libération – celles des premiers temps de la résistance sont les plus éminentes. Elles ont justifié pleinement la décision du gouvernement du général de Gaulle d'assimiler à part entière les résistants polonais au statut des résistants français.

C'est cette aventure partagée que nous raconte Jean Medrala. Il a recherché les sources et les témoignages, il les a découverts en France et dans les archives étrangères. En les intégrant dans l'Histoire il a fait œuvre de Vérité et de Justice. Ce n'était ni simple, ni trop tardif.

Aujourd'hui nous sommes ensemble dans l'Europe et nous sommes partenaires à part entière dans cette Union. La guerre, les combats de la Résistance, la Libération en France nous les avons faits la main dans la main. Il aura fallu plus d'un demi-siècle pour que nous puissions la tendre à nouveau à la Pologne amie qui n'a jamais cédé, ni plié, ni renoncé. Nous aurons eu raison de résister ensemble pour notre indépendance.

François Bouchet[1]

« Pour notre liberté et la vôtre »
DLA NASZEJ WOLNOSCI I WASZEJ
(Mémorial du Mont Cassin 1944)

---

[1]. François Bouchet fut Vice-président du Conseil Général des Deux-Sèvres. Il est actuellement Président du Conservatoire de la Résistance et de la Déportation des Deux-Sèvres, de Thouars.

Introduction

Quel fut le rôle des réseaux de renseignements franco-polonais dans la Résistance sur le sol français durant la Seconde Guerre mondiale ? Lorsque l'on pose cette question, la réponse n'est pas spontanée ; elle est même inexistante dans la plupart des cas. Particulièrement conscients de ce déficit de mémoire et soucieux de combler cette lacune, deux anciens Résistants, Stanislas Lucki du Réseau F2 et François Bouchet du Réseau OCM[1], me sollicitèrent, il y a trois ans déjà, pour accomplir un travail de recherche sur ces réseaux, puis procéder à la rédaction d'un historique[2].

N'étant ni historien et encore moins écrivain, j'ai néanmoins accepté de m'impliquer dans ce travail de documentation afin de rendre hommage à l'action de ces Résistants polonais et français de la « toute première heure » et de contribuer à tirer de l'oubli de l'Histoire cette remarquable épopée franco-polonaise. Au fur et à mesure de l'avancement de mes recherches, j'ai rapidement pris conscience du large éventail des faits historiques que j'allais devoir étudier ainsi que de l'importance du travail à accomplir, mais il était trop tard pour reculer…

Une fois « embarqué » dans cette aventure, il m'a semblé qu'il serait pertinent de rendre public ce récit dans le courant de l'année 2004. En effet cette année-là, seront célébrées : les fêtes commémoratives du 60ème anniversaire du Débarquement des Alliés sur le sol français et les festivités franco-polonaises programmées à l'occasion de la « Saison polonaise » en France.

La première tâche fut de trouver de la documentation et des archives concernant ces réseaux, puis de pouvoir y accéder. Je pus très vite constater que les publications éditées sur ces thèmes étaient peu nombreuses et que les articles trouvés n'abordaient ce sujet que d'une

---

[1]. Organisation Civile et Militaire, Secteur des Deux-Sèvres. Ce réseau comme d'autres (CND) fut animé dans le Sud-Ouest par le Docteur Daniel Bouchet.

[2]. Je fus également sollicité dans ce but par M. BLICHARCZYK de l'Association du Musée de l'Armée Polonaise en France.

façon très fragmentaire. Dans ma progression, je découvris que ces réseaux de Résistance franco-polonais furent nombreux et agissaient sur tout le territoire français métropolitain et en Afrique du Nord, qu'ils avaient aussi implanté des antennes en Belgique, en Italie et en Suisse. Huit réseaux sont recensés, dont certains furent créés dès les premières semaines qui suivirent l'armistice par le Service de Renseignement polonais dépendant du gouvernement de la Pologne libre en exil à Londres. Il convient de citer : le Réseau F, Marine, Famille-Interallié, Réseau F2, Suisse 3, Enigma Equipe-300, Etoile et le Réseau PSW - Afrique qui contribua à la réalisation du débarquement des Alliés en Afrique du Nord.

Concernant les fonds d'archives, ma joie fut grande lorsque je découvris aux Archives Nationales l'existence de fonds privés concernant l'un de ces réseaux. Ceux-ci avaient été rassemblés après la Libération par l'Amicale du Réseau F2, mais l'accès m'en fut refusé. Poursuivant néanmoins ma démarche, il me fut possible de consulter aux Archives Nationales les fonds du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale concernant le Réseau F2 ainsi que d'autres fonds privés. Je pus également obtenir l'accès à certains fonds du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT) de Vincennes, dont notamment les fonds du colonel Paillole[3]. J'obtins enfin, véritable cerise sur le gâteau, l'autorisation de consulter, au Bureau Résistance du SHAT de Vincennes, les fonds concernant la liquidation administrative des combattants français et polonais du Réseau F2, ainsi que leur reconnaissance au titre des Forces Françaises Combattantes. Un fichier de quelque 2.800 noms de Résistants put ainsi être établi et il constitua le socle de référence sur lequel je pris appui pour l'étude historique de ces réseaux. Au Polish Institute and Sikorski Museum de Londres, il m'a été possible de consulter les rapports d'activité des différents chefs de ces réseaux, ainsi que les documents relatifs à la procédure de remise des réseaux du SR polonais aux autorités françaises des Services Spéciaux après la Libération.

L'appellation de « Réseau F2 » fut donnée après la fin de la guerre, par les autorités françaises, aux réseaux qui agirent en France et qui dépendaient du Service de Renseignement polonais de Londres[4]. Le Réseau F2 fut homologué en septembre 1946 par les Forces Françaises Combattantes, en tant que réseau de Résistance français. Cette

---

[3]. Ancien chef du contre-espionnage français dans les années 1940-1944.

[4]. Sauf les Réseaux PSW-Afrique et Enigma Equipe-300, qui firent l'objet de liquidations administratives séparées.

reconnaissance s'appuya sur le récit d'un historique écrit à Londres[5] quelques semaines auparavant et approuvé par de nombreux responsables de ce réseau[6].

Je pensais pouvoir utiliser cet historique comme document de référence pour écrire mon récit, jusqu'au moment où je découvris dans un fonds d'archives la présence d'un autre historique publié, lui, en 1976 et qui infirmait d'une façon notoire le contenu du précédent. Ce dernier historique fut publié à la suite de nombreuses controverses et d'une très longue polémique entre anciens Résistants de ce réseau. Loin de m'aider, ce dernier document m'obligea alors à procéder à l'analyse des différents points de vue et des faits mentionnés dans ces deux écrits. Ensuite, il m'a fallu reconstituer l'histoire des faits contestés sur la base des rapports d'activité émis par les chefs de réseaux successifs.

Dans ce récit, le lecteur apprendra que la naissance des réseaux polonais en France fut la conséquence d'un triple refus des Polonais. Ceux-ci avaient participé à la campagne militaire de 1940 en France en tant qu'armée alliée et furent accablés à l'annonce de l'ouverture des négociations d'armistice par la France. Ils refusèrent alors d'être inclus dans les conditions d'armistice, de déposer les armes et de proroger l'alliance franco-polonaise avec la France du maréchal Pétain. Le gouvernement polonais en exil en France rompit ses relations avec le gouvernement du maréchal puis, accompagné de dizaines de milliers de soldats, s'embarqua pour l'Angleterre pour y continuer la lutte contre l'Allemagne.

Dans l'un des chapitres, il sera montré comment, depuis Londres, le gouvernement de la Pologne libre organisa sur le territoire français ses premiers réseaux de Résistance en s'appuyant sur les milieux de la diaspora polonaise qui y était établie ainsi que sur les militaires polonais qui n'avaient pas pu quitter à temps le territoire français. Pour les Polonais, la Résistance à l'occupant était un état d'esprit normal ; ils agissaient ainsi par atavisme, eux dont le pays était occupé, encore récemment, sans discontinuité durant 125 ans.

Il sera ensuite expliqué comment l'action clandestine des Polonais se mit en place dans l'Hexagone, et comment les premiers officiers polonais agirent pour entraîner dans leur combat les premiers Résistants français. Dès le 15 juillet 1940, ils trouvèrent un écho favorable auprès des patriotes français qu'ils approchaient. Des femmes

---

[5]. Cet Historique a été rédigé par Vincent Jordan-Rozwadowski (*Pascal*). Ce fut un ouvrage consensuel approuvé notamment par le colonel Gano, Chef du 2° Bureau polonais.

[6]. Historique qui fut publié, avec quelques modifications de forme, en 1952 par la *Revue Historique des Armées*. Il eut le mérite de contribuer à faire connaître, à son époque, le Réseau F2.

et des hommes se joignirent à eux sans hésiter pour refuser l'humiliation de la défaite, puis ensuite le déshonneur de la Collaboration. Cette osmose de combattants appartenant aux deux nations allait bientôt permettre de constituer le premier, puis le plus important réseau de renseignements de la Résistance française.

Plusieurs chapitres feront le point sur la vie des différents réseaux franco-polonais, leur naissance, les succès enregistrés, mais aussi les drames vécus du fait de trahisons, les arrestations, les exécutions et les déportations. Il sera souligné comment ce réseau put subsister durant quatre années d'Occupation en continuant toujours à se développer. Les terribles coups de bélier des différentes polices françaises, allemandes et italiennes n'arriveront pas à le détruire.

D'autre part, il sera aussi documenté comment, après la Libération, ce réseau fut repris dans son intégralité et avec tous ses moyens et ses capacités de transmission par les Services Spéciaux français, afin de participer à la reconstitution de la légalité française républicaine.

Enfin soulignons que ce récit est inédit de par les faits historiques relatés et de par ses acteurs. En effet nous avons choisi de privilégier les actions menées par des combattants anonymes, des sans-grades et des étrangers, car il a été constaté que c'était parmi eux que se recrutèrent les fondateurs de la Résistance. Nous en citons le plus grand nombre possible (plus de 600), au risque de rendre la lecture de ces longues listes parfois fastidieuse. Mais après tout, il s'agit bien ici de leur rendre hommage. Le lecteur apprendra que nombre d'entre eux entrèrent en clandestinité active dès le mois de juillet 1940, répondant tout simplement à un devoir moral. Ils furent de ce fait des Résistants de la « toute première heure », mais ont été cependant, une fois la guerre terminée, des oubliés de l'Histoire de la Résistance de notre pays.

PREMIERE PARTIE

LE REFUS DE L'ARMISTICE L'IMPLANTATION DE LA RESISTANCE POLONAISE EN FRANCE

Juillet – septembre 1940

Le ressort secret qui fait naître le Résistant c'est l'honneur.
Il est contraire à l'honneur d'accepter la défaite avant
de s'être battu jusqu'à ses dernières forces.
Henri Michel[1]

[1]. La Guerre de l'ombre, p.264

CHAPITRE 1

Le fondement de la Résistance polonaise en France

Le combat de l'armée polonaise en France

En ce mois de juin 1940, toutes les unités opérationnelles de l'armée polonaise libre sont engagées contre les Allemands sur les fronts de la Campagne de France. Forte de 80.000 hommes, elle fut reconstituée en France par son chef, le général Sikorski. Elle combat en tant qu'armée alliée, et sous ses propres drapeaux. Le général Sikorski assume également la fonction de chef du gouvernement de la République polonaise réfugié en France.

La 1re Brigade du Nord (Podhale) était engagée en Norvège dans le corps expéditionnaire français placé sous le commandement du général Béthouart ; elle contribua dans ce cadre à reprendre Narvik aux Allemands. A la suite des informations alarmantes en provenance de France, les Alliés évacuèrent Narvik et, le 6 juin, la Brigade polonaise rembarquait en urgence pour la France pour venir prêter main forte sur le Front Ouest. Elle débarqua à Lorient le 16 juin 1940 et dès son arrivée recevait l'ordre de prendre position sur le Couesnon pour constituer un barrage de protection de la Bretagne contre l'avance des troupes du général Rommel. Ce barrage fit face jusqu'au 18 juin, en dépit de l'ouverture des négociations d'armistice, annoncée le 17 juin par le maréchal Pétain.

La 1re Division Polonaise de Grenadiers fut affectée au 20ème Corps d'Armée dans la région de Lunéville. Elle reçut le 14 juin la mission de couvrir la retraite de ce Corps d'Armée, dont elle s'acquitta avec succès, au cours de violents combats particulièrement sanglants qui durèrent jusqu'au 20 juin.

La 2ème Division Polonaise de Chasseurs fut affectée au 45ème Corps d'Armée pour participer à la défense de la trouée de Belfort. Le 16 juin, l'avance fracassante du groupement mécanisé allemand du général

Gudérian brisait les lignes françaises des Ardennes et fonçait vers le sud-est en direction de Pontarlier-Belfort. La 2ème Division se trouva prise à revers et enfermée dans la grande boucle du Doubs. Elle fit face jusqu'au 19 juin, puis se retrouva coupée de sa base arrière et à court de munitions.

La 10ème Brigade Blindée polonaise fut engagée précipitamment à partir du 12 juin dans la région d'Epernay. Elle y reçut la mission de couvrir le repli de la 45ème Division d'infanterie, ce qu'elle fit en menant ses combats jusqu'au 17 juin, date à laquelle elle se retrouva à court de carburant.

L'aviation polonaise a été engagée dès le 10 mai dans la campagne de France. Elle constituait une division forte de 8.000 hommes, et son groupe de chasse abattit 52 avions allemands. Elle mena son combat jusqu'au 18 juin et réussit ce même jour à abattre son dernier avion allemand dans le ciel de Rochefort.

La 3ème Division Polonaise était en cours de constitution à Coëtquidan. Elle prit néanmoins position, avec ses jeunes recrues incomplètement armées et habillées, aux côtés de la 1re Brigade Polonaise du Nord dans la région du Couesnon.

La 4ème Division Polonaise, de son côté, terminait sa formation et était en cours d'armement dans la région de Parthenay sous le commandement du général Drezer.

Le refus de l'armistice

Après l'occupation de Paris, le gouvernement polonais, à la suite du gouvernement français, fit route à son tour le 16 juin, pour se replier à Libourne. L'annonce de la demande d'armistice faite le 17 juin 1940 par le maréchal Pétain frappa de stupeur tous les responsables politiques polonais ainsi que les chefs militaires de son armée.

Pour eux, cette demande d'armistice n'avait aucun sens ; ils étaient venus en France pour reconstituer leur légitimité gouvernementale ainsi que leur armée. Jusqu'au dernier moment, le général Sikorski n'avait jamais cru à l'effondrement de la France et il était persuadé que ses dirigeants allaient momentanément se replier en Afrique du Nord au sein de l'Empire, immense et intact, pour y reconstituer ses forces et reprendre le combat.

Le général Sikorski n'accepta pas l'idée de l'armistice, car il voulait continuer le combat contre l'Allemagne et, en tant que chef d'un pays allié de la France, il n'en avait pas été informé. Il refusa énergiquement d'obéir aux ordres de l'état-major français qui lui demanda de replier toutes ses

forces de l'ouest en direction de Saintes, après avoir constaté que le commandement français avait englobé l'effectif des troupes polonaises dans cette capitulation.

L'après-midi de ce même jour, le président de la République polonaise demanda l'asile politique au gouvernement anglais puis, l'accord obtenu, s'envola pour Londres avec une partie de son gouvernement. Pour la Pologne, sa légitimité nationale allait ainsi survivre à l'étranger pour la deuxième fois en moins d'un an.

Le 18 juin, le général Sikorski se rendit à Libourne pour y rencontrer le maréchal Pétain. Durant cette entrevue, il informa le maréchal de la volonté de son gouvernement de ne pas déposer les armes et de sa décision de continuer la lutte aux côtés de la Grande-Bretagne. Avec cette demande d'armistice, la France ne respectait pas son engagement du 4 septembre 1939 qui stipulait « de ne conclure d'Armistice ou de traité de paix que d'un commun accord avec le gouvernement polonais »[1]. Il lui demanda aussi de pouvoir bénéficier de l'aide de la Marine française pour évacuer les troupes polonaises vers la Grande-Bretagne. Le responsable du gouvernement français prit acte des décisions du général Sikorski, mais n'accorda pas l'aide demandée pour l'évacuation des troupes. A la suite de ce refus, Sikorski télégraphia à Winston Churchill pour l'informer de la volonté de son gouvernement de continuer le combat, et lui demander l'aide nécessaire pour procéder à l'évacuation des quelque 40.000 soldats polonais qui se trouvaient dans l'Ouest de la France.

Le 19 juin, Sikorski s'envola de Bordeaux pour Londres à bord d'un avion britannique venu le chercher et, sitôt sur place, il y rencontra le Premier ministre britannique. Au cours de cette conférence, les deux hommes d'Etat confirmèrent leur volonté commune de continuer la lutte depuis l'Angleterre contre l'agresseur allemand. Winston Churchill donna également son accord pour la mise en œuvre de l'évacuation vers l'Angleterre du plus grand nombre possible de soldats polonais. Ce même jour, un communiqué radio du général Sikorski était transmis depuis Londres à tous ses chefs d'unités pour les informer de sa décision de poursuivre la lutte et les inviter à gagner les ports du littoral français afin de s'embarquer pour l'Angleterre.

Pour les unités engagées sur le front Est, il invita les chefs militaires à dissoudre leurs unités et tenter par petits groupes de franchir les lignes ennemies pour rejoindre les ports du Sud-Ouest ou passer en Suisse, afin de ne pas être incluses dans les conditions d'armistice[2].

---

[1].Yves Beauvois, *Les relations Franco-polonaises pendant la Drôle de Guerre*, p.155.

[2]. Pobog-Malinowski, « *Wojskowy i Konspiracyjny wysilek Polski we Francji* » (*Combats et clandestinité en France*).

Sur le sol français, pendant que le maréchal Pétain, depuis le 17 juin, se soumettait aux conditions allemandes, les unités polonaises engagées continuèrent loyalement le combat jusqu'aux limites extrêmes de leurs ressources.

Le 19 juin, le général Maczek, chef de la Brigade Blindée, reçut l'ordre de franchir la Loire à Orléans. Il y parvint avec ses troupes mais, constatant que cette ville venait d'être occupé, il procéda alors à la dissolution de son unité dans la région de Jargeau. L'ordre fut ensuite donné aux hommes de franchir la Loire par petits groupes, puis de tenter de gagner la région de Toulouse.

Le soir du 19 juin, la 2ème Division qui faisait face depuis trois jours, sur les hauteurs du Clos du Doubs, se retrouva coupée de ses bases et acculée à la frontière suisse. Les munitions étaient épuisées et une percée vers le sud s'avérait désormais impossible. Devant l'inutilité de nouvelles pertes sanglantes, le général Daille, chef du 45° CA donna l'ordre au général polonais Prugar-Kelting de le suivre dans son repli en Suisse, après avoir effectué toutes les mesures retardatrices nécessaires. Cet ordre fut pris en accord avec les autorités suisses et le ministre plénipotentiaire polonais à Berne. La frontière suisse fut franchie en ordre au matin du 20 juin.

Dans la nuit du 20 juin, le général Duch, chef de la 1re Division, faisait toujours face sur le front Est. Risquant d'être submergé, il donna l'ordre de détruire toutes ses armes lourdes et procéda à la dissolution de son unité. Ordre fut donné aux combattants de se constituer en petits groupes d'hommes et de faire route vers le sud afin de gagner la Suisse ou la zone libre. Un grand nombre de ces groupes réussira ainsi à passer les lignes allemandes, en n'hésitant pas à se frayer un passage par la force, les armes à la main. Les Allemands subirent ainsi de nombreuses pertes, ce qui amena le général allemand occupant la région à faire placarder de nombreux avis qui promettaient l'exécution immédiate de tout prisonnier évadé[3].

La Division Polonaise d'Aviation réussit également à gagner les ports de Sète et de Port-Vendres, pour s'embarquer à destination de Gibraltar.

Le 17 juin, dans l'Ouest de la France, Rennes était déclarée ville ouverte, et sous la poussée allemande le chef militaire de cette région fut arrêté. Le 18, la Brigade polonaise du Nord fut attaquée et débordée sur

[3]. Henri Frenay, *La nuit finira*, p. 20.

son aile droite. Pour ne pas tomber aux mains des Allemands, le général Bohusz-Szyszko procéda à la dissolution de son unité et ordonna à ses hommes de se constituer en petits groupes, puis de rejoindre les ports du Sud de la Bretagne pour s'y faire embarquer vers l'Angleterre. Durant ce temps, le général Faury, directeur de l'instruction à Coëtquidan, prit en charge l'évacuation de la 3ème Division, et à marches forcées lui fit passer la Loire grâce aux bateaux des marins pêcheurs du Croisic et de la Turballe. Environ 3.000 d'entre eux purent également s'embarquer le 19 juin sur des bateaux de guerre britanniques à St-Nazaire[4]. A la tête d'un fort contingent de soldats polonais, le général Faury s'embarqua à La Turballe le 20 juin à 2 heures du matin. Les marins pêcheurs de ces ports bretons connaissaient les risques qu'ils encouraient en transbordant ainsi les soldats polonais. Le patron du chalutier qui accepta de le transporter lui dit « Au lever du jour, nous serons en dehors des lieux de pêche ; si les aviateurs allemands nous aperçoivent, notre sort est fixé ; ils nous enverront par le fond. Cela ne fait rien, à vos ordres... »[5].

L'organisation de l'évacuation des unités polonaises

Le 20 juin, Sikorski revint de Londres à Bordeaux par avion pour régler les modalités d'évacuation de ses soldats, avec ses chefs d'unités et des représentants britanniques. Une fois toutes les dispositions prises en faveur de ses hommes, il retourna à Londres le 21 juin pour y implanter son gouvernement.

En repartant ainsi pour Londres, le général Sikorski, chef du gouvernement polonais, consommait de fait sa rupture avec la France du maréchal Pétain. Cette France, qui cédait à Hitler en signant l'armistice, dénonçait ainsi l'accord d'alliance qu'elle avait signé avec la Pologne (et avec la Grande-Bretagne). Tous les idéaux de combat qui depuis septembre 1939 animaient la Pologne pour reconstruire sa souveraineté furent ainsi annihilés d'un seul coup et unilatéralement[6].

La Marine britannique mit très rapidement en place une opération d'embarquement des troupes polonaises qui refluaient vers les ports de l'Atlantique. Celle-ci s'effectua avec efficacité à partir des ports de La Rochelle, du Verdon et de St-Jean-de-Luz. Les bateaux polonais ''Sobieski'', ''Batory'', ''Wilno'', ''Katowice'', ''Rozewie'', ''Poznan'', ''Oksywie'', ''Kroman'' ,''Chorzow'' menaient cette évacuation, sous la

[4]. SHAT, 27N192, *Rapport du général Faury*,
[5]. SHAT, 32N502/503, *Rapport du Général de division Faury* 18 mai 1941.
[6]. Anne Lazar, *De Gaulle et la question polonaise*, p.26, Ecole Normale Supérieure.

protection de la Marine de guerre britannique qui gardait à distance les avions de la chasse allemande.

Le général Drezer, Commandant de la 4ème Division, qui était avec son unité dans la région de Parthenay, décida également de suivre les ordres du général Sikorski et fit route sur La Rochelle pour y être embarqué avec ses troupes dans la nuit du 19 au 20 juin. Un bateau français, le vapeur "l'Auvergne", participa également à l'évacuation de cette unité[7].

A l'instar de cette unité, d'autres soldats polonais s'efforcèrent, à partir de nombreux points de l'Hexagone, de gagner à marches forcées les ports du Sud-Ouest de la France. L'armistice fut signé le 22 juin 1940, mais l'évacuation se poursuivit encore durant trois jours. De nombreux combattants français furent également évacués sur Londres grâce à cette opération. Le dernier bateau polonais quitta le port de St-Jean-de-Luz le 25 juin à midi.

Ce furent ainsi 20.000 combattants polonais (soit presque un quart de l'effectif polonais) qui réussirent à quitter la France pour l'Angleterre. A ce chiffre il convient d'ajouter les 3.500 hommes de la Brigade Polonaise du Levant de Beyrouth, qui passèrent en armes en Palestine anglaise. 15.000 autres hommes réussirent à se faufiler entre les lignes allemandes et à gagner la zone non occupée. Ils se concentrèrent autour du Consulat polonais de Toulouse pour y obtenir de l'aide et des possibilités d'évacuation. En zone occupée, 6.000 soldats polonais ne purent gagner à temps la zone libre. Devant cette situation, ils choisirent de regagner leur domicile français, pour se faire démobiliser. Quelque 33.000 autres furent faits prisonniers en Allemagne ou internés en Suisse.

L'appel à la poursuite du combat depuis Londres

Le 25 juin, Sikorski s'adressa aux soldats et au peuple polonais dans un discours radiodiffusé à la BBC. Grâce à ce discours, les Polonais apprirent que leur gouvernement continuait son activité depuis le sol britannique et qu'il avait la volonté de poursuivre le combat jusqu'à la victoire, aux côtés de l'Angleterre et de ses Alliés. Tous les soldats furent invités à gagner l'Angleterre, et la population polonaise fut exhortée à se mobiliser contre l'envahisseur. Le général, dans son discours, ajouta une mention particulière à l'égard de la France : « Malgré les malheurs qui se sont abattus sur la France, je continue de croire à la nation française. Je

[7]. Faury, *op. cit.*,

suis profondément convaincu que la tragédie qu'elle subit sera à l'origine de sa renaissance qui peut être proche. Cela fut toujours ainsi dans le passé et cela sera ainsi dans l'avenir »[8].

A l'instar de la Pologne, sept autres gouvernements trouvèrent refuge en Grande-Bretagne pour sauvegarder leur indépendance et continuer la lutte. De fait Churchill, Sikorski et de Gaulle étaient les principaux chefs alliés qui s'engageaient résolument dans un combat contre l'envahisseur allemand pour la survie de leur nation.

Sa légalité étant reconstituée à Londres, le gouvernement polonais affirma sa stratégie de reprise de la guerre contre l'Allemagne aux côtés des Alliés. Dans ce but, un accord militaire était signé entre les Polonais et les Britanniques le 5 août 1940. Il confirmait le renouvellement de l'alliance entre Polonais et Britanniques du mois d'août 1939[9]. La politique belligérante de la Pologne s'instaura autour de trois axes :

-reconstituer très vite des unités capables de reprendre le combat à partir du sol britannique, autour des 31.000 militaires[10] qui avaient réussi, de divers points d'Europe, à gagner l'Angleterre.

-poursuivre la politique d'évacuation des militaires polonais vers l'Angleterre, d'une façon légale ou clandestine.

-organiser, soutenir, armer et financer la résistance clandestine sur les arrières de l'ennemi, dans tous les pays occupés où existaient des concentrations de Polonais, notamment en France. Ce type de combat clandestin était par atavisme très familier aux Polonais, car leur territoire avait été occupé durant 123 ans par trois puissances étrangères, il y avait encore peu de temps.

Pour la mise en œuvre de cette politique, le gouvernement polonais pouvait disposer d'une relative autonomie financière, ce qui lui donna une crédibilité certaine aux yeux des Britanniques. Celle-ci était basée sur les 100 millions de dollars constitués par une partie du trésor national déposé dans les banques étrangères. Des emprunts lui furent également accordés par la Grande-Bretagne et promis par les Etats-Unis (sous forme d'un prêt-bail). En 1941, le gouvernement polonais signa un protocole d'accord avec le Comité National Français du général de Gaulle. Ce protocole lui confirmait à terme la disponibilité de ses réserves d'or qui étaient

---

[8]. PISM, kol1/DCNW, *Dziennik czynnosci Naczelnego Wodza, Czerwiec 1940*

[9]. Edmond Gogolewski, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale*, p. 78. Au 15 juillet, les forces des trois armes se composaient de : 7311 officiers, 23.403 sous-officiers et hommes de troupe.

[10].PISM, A.11.76/17, *Protocole confidentiel du 27 octobre 1941*, entre le gouvernement polonais et le général de Gaulle

séquestrées par Vichy et entreposées à Dakar. Cette réserve représentait une valeur de 350 millions de dollars US[11].

L'évacuation des militaires polonais de France

Le 29 juillet 1940, le général Kleeberg arriva à Vichy pour participer aux commissions de démobilisation des militaires polonais par les autorités françaises. Mandaté par Sikorski, ce général partit de Londres à destination de la France en passant par Lisbonne. Il possédait un passeport diplomatique d'attaché militaire auprès de l'Ambassade de Pologne en France, qui s'était repliée à Vichy. A partir du 15 août 1940, les militaires polonais ont été progressivement rendus à la vie civile par des bureaux français de démobilisation, dont les responsables étaient assistés d'officiers polonais. Pour cela, des centres avaient été installés à Lyon, Marseille et Toulouse[12]. Les militaires qui pouvaient justifier d'une carte de séjour et d'un domicile sur le territoire français datant d'avant septembre 1939 furent démobilisés avec une solde qui leur fut versée jusqu'au 15 août 1940. Par contre, les autres militaires, qui avaient été récupérés de Roumanie, de Hongrie ou d'autres pays, furent intégrés dans des compagnies de travailleurs étrangers. Plusieurs dizaines de compagnies de ce type, composées chacune de 250 hommes, furent créées et réparties sur le territoire de la zone libre[13]. Chaque compagnie était commandée par un officier français assisté d'un officier polonais. Les autres officiers polonais, quant à eux, furent regroupés et assignés à résidence[14]. Après cette démobilisation, le général Kleeberg devint le représentant officiel de tous ces militaires internés ou assignés à résidence auprès des autorités de Vichy. Du côté des Polonais, Kleeberg avait été nommé par le général Sikorski chef des « Forces Armées Polonaises en France » et il avait comme adjoint le colonel Jaklicz. Dans la partie humanitaire de sa mission, Kleeberg entretenait une cohésion de corps parmi les militaires des compagnies et il intervenait aussi auprès des autorités françaises, pour dénoncer certains abus dont étaient victimes ses soldats de la part d'employeurs avides et peu scrupuleux. En tant que chef militaire, il avait à cœur de maintenir en condition tout ce potentiel de soldats. Il assura l'instruction physique et militaire dans les compagnies de travail, dans l'hypothèse de pouvoir disposer, le moment venu, de forces entraînées et

---

[11]. Gogolewski, *op. cit.*, p. 113
[12]. SHAT, 27N192, *Note EMA du 15/8/1940.*
[13]. SHAT, 2P21/8, *Internés en France, Organisation des camps.*
[14]. Ils représentaient un effectif de 1.500 à 2.000 officiers.

structurées militairement. D'autres Polonais, pour des raisons politiques, furent privés de liberté par Vichy et enfermés dans les camps spéciaux d'Argelès, de St-Cyprien, de Bram et du Vernet.

Sous le manteau de l'assistance matérielle aux militaires et aux réfugiés civils, les consulats polonais de la zone libre devinrent très vite des centres de conspiration au bénéfice des Alliés. Des filières d'évacuation furent aussi organisées sous leur égide, procurant papiers et assistance aux soldats polonais afin de leur permettre de gagner l'Espagne ou l'Afrique du Nord. Le général Kleeberg œuvrait pour inciter les soldats à émigrer, coordonnait la logistique des moyens mis en œuvre et finançait les opérations d'évasion. L'organisation de ces réseaux d'évacuation était dirigée à Marseille par le major Slowikowski. Depuis leur préfecture, de nombreux fonctionnaires français collaborèrent activement à cette opération d'évacuation en délivrant très rapidement les visas de sortie nécessaires et en « fermant » très souvent les yeux dans l'application intégrale des procédures administratives. Les Allemands finirent bientôt par se rendre compte de l'activité parallèle qui était ainsi menée par les consulats polonais. Une note de service du 6 septembre 1940 émanant du représentant des Affaires étrangères à Wiesbaden et adressée au ministre de la Défense Nationale à Vichy en faisait ainsi état :

> « Le représentant de l'office des affaires étrangères du Reich auprès de la Commission allemande d'Armistice, vient de signaler au représentant du ministre des affaires étrangères de l'existence à Lyon d'une organisation de recrutement qui cherchait à envoyer en Angleterre des anciens soldats polonais. Cet organisme qui aurait le soutien des autorités françaises et en particulier de la Croix Rouge, serait dirigé par un officier polonais le commandant Sildlowski. Un des principaux centres d'activités se trouverait au café Dompolski à Lyon, au 10, rue Sully. Les recrues recevraient 1.000 francs à leur départ de Lyon et une autre somme d'argent à leur arrivée à Marseille. Ils seraient transférés au camp de Carpiagne d'où s'effectuerait l'envoi en Grande Bretagne. Le consulat polonais de Marseille qui poursuivrait clandestinement son activité collaborerait avec cet organisme. Les autorités allemandes auraient eu connaissance de cas précis de départ de recrues dans le courant des mois de juillet et d'août 1940 »[15].

Prenant le prétexte de l'existence de cette activité, les Allemands firent pression sur Vichy, qui procéda en octobre 1940 à la fermeture de l'ambassade de Pologne et des consulats. Les représentations diplomatiques polonaises furent donc supprimées, et les consulats étaient débaptisés en « Offices polonais » dirigés par des fonctionnaires français.

---

[15]. SHAT, 2P78, *Internés en France, Organisation des camps.*

Ces offices polonais, grâce à leurs fonctionnaires polonais, dispensèrent néanmoins toujours des services administratifs ainsi qu'une aide matérielle aux réfugiés polonais présents en zone libre. La coordination des actions de ces Offices fut prise en charge par un fonctionnaire de talent de l'ancienne ambassade polonaise : Stanislas Zabiello. Sous cette couverture, il maintint toujours, mais clandestinement, l'engagement de ses services pour fournir de l'aide aux organisations polonaises dans la recherche de renseignements et l'évacuation des militaires. Dans la clandestinité, Stanislas Zabiello devint *Pierre*. Après la fermeture de l'ambassade, le général Kleeberg n'avait plus comme rôle officiel que celui d'interprète et de représentant, chargé des conditions humanitaires des anciens militaires polonais. Il resta de fait le chef militaire de tous les soldats polonais présents en zone libre et prit le pseudonyme d'*André* dans la clandestinité[16].

L'organisation depuis Londres des réseaux clandestins polonais en France

Dès le mois de juillet, le général Sikorski informait son homologue britannique de ses projets d'organiser en France des réseaux clandestins de résistance composés de Polonais. Ces réseaux allaient être spécialisés dans l'action et la recherche du renseignement contre les Allemands. Des idées dans ce sens lui avaient été préalablement présentées par plusieurs personnalités ayant réussi à le rejoindre à Londres et par ses propres services spéciaux en cours de réactivation.

L'une de ces personnalités fut Jean Librach, ancien conseiller à l'ambassade de Pologne en France, qui lui avait exposé ce projet à St-Jean-de-Luz au moment de l'embarquement du gouvernement polonais. Cette idée fut mise en place à partir de 1941 par l'implication, en France, de Polonais dans le réseau d'action appelé : « Action Continentale »[17]. Une autre personnalité fut le général Duch, chef de la 1re Division qui, après avoir dissous son unité, avait fait route clandestinement pour Londres. Lors de son étape au consulat de Toulouse, il y rencontra un ancien officier de son unité, le capitaine Czerniawski, qui lui exposa son projet de constitution d'une agence de recherche de renseignements sur les arrières

[16]. SHAT, Bureau Résistance, « Réseau F2 ».
[17]. Gogolewski, *op cit.* p. 120

de l'ennemi. Séduit par cette idée, Duch lui promit d'en parler au général Sikorski dès son arrivée[18].

Dans ce même temps, le général Sikorski réactualisa ses Services Spéciaux ainsi que les services de renseignements dépendant de ses trois armes. Un fonctionnement optimisé de ses services constituait pour lui un objectif prioritaire car, en ce début de juillet 1940, il observait que l'invasion du territoire anglais par les troupes allemandes était du domaine du possible et ce dans des délais relativement courts. En prévision de ce scénario, force lui était de constater que l'absence de renseignements concernant les préparatifs allemands lui faisait cruellement défaut, ainsi qu'aux chefs militaires britanniques. Après le repli précipité de leurs troupes du continent, Anglais et Polonais n'avaient plus aucune organisation opérationnelle de renseignement sur le continent[19]. Dans ce but, le colonel Léon Mitkiewicz fut nommé chef du 2° Bureau de l'EM des forces polonaises, avec comme adjoint le lieutenant-colonel Gano.

Les Britanniques accueillirent ces projets de constitution de réseaux clandestins avec beaucoup d'intérêt et, dès le 20 juillet 1940, une réunion entre le général Beamont-Nesbit et le colonel Mitkiewicz eut lieu sur ces thèmes. Furent ainsi définis certains points majeurs: les bases générales de la coopération, les thèmes à aborder, les modalités concernant l'échange des informations, ainsi que le financement des activités des Services Spéciaux polonais. Le colonel Mitkiewicz fut chargé d'organiser la coopération officielle et constructive avec les Services Spéciaux britanniques[20]. Un important crédit financier a été aussitôt accordé par les Britanniques aux services polonais. Les fonds furent versés régulièrement sur un compte ouvert de la Marine de guerre polonaise et gérés par l'amiral Swirki assisté du commandant Jablonski[21]. Celui-ci répartissait ces fonds entre les différentes unités concernées, dont le 2° Bureau de l'EM polonais, qui assurait ainsi le fonctionnement de ses réseaux[22]. Dans cet ouvrage, il ne sera traité que des réseaux de renseignements ayant opérés sur le sol français et qui furent rattachés au 2° Bureau de l'EM polonais de Londres[23].

---

[18]. Walenty Garby-Czerniawsk, *The Big Network*. Le capitaine Czerniawski avait été officier de renseignement de la 1° Division Polonaise du général Duch.

[19]. PISM, kol96/11, Vincent Zarembski, *Rapport d'activité du 14 avril 1942.*

[20].Andrzej Pepłonski, *Wywiad Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie* p. 55.

[21]. Léon Sliwinski, *Le Réseau F2*, Conférence du 5/11/1979, Bibliothèque polonaise de Paris.

[22]. CARAN, 72AJ2058, Thaddée Jekiel, « lettre à Sliwinski du 17/10/77 ».

[23]. Nous recommandons au lecteur qui serait intéressé par les actes de résistance de « Action Continentale » de consulter les ouvrages spécialisés de Janine Ponty et d'Edmond Gogolowski.